

Éloge de l'absence en vert

Un mandat à distance pour l'élu écolo **P. 7**

Déchéance

Ma cabane au blablaba

Villa-déchets par-ci, villa-déchets par-là. Le projet de maison réalisée à partir d'éléments recyclés occupe l'espace médiatique. Sollicitée, la presse tartine. Recherche de bénévoles, jeu concours et vente aux enchères de nuits à passer dans l'objet devenu le dernier privilège branché, parrainages de people, animatrices télé, voileux, chefs cuistots, mais pas une seule baleine. Plutôt tiré vers le show biz de deuxième zone, faute de mieux. Bling, à défaut de bling bling. Les plus notoires de ces écolos de salon? Bruno Solo, Jean-Pierre Coffe. Il y a même une chanson gnangnan vantant la maison. Logos partout, label autoproclamé « 100 % durable ». Et bien sûr, site web, blog, twitter, facebook et tout le tralala. Les logos attestent de partenariat avec des institutions, ou des entreprises comme Maisons du monde, siège à Vertou, qui malgré son nom n'a rien d'une ONG philanthropique : ses 175 magasins vendent du mobilier et des gadgets déco dans toute l'Europe. Cotée en bourse, détenue par les sociétés de capital risque Apax partners et LBO France, Maisons du monde vend des meubles de style colonial en bois exotique de Java, de Chine ou d'Inde, mais après déforestation, promis juré, ils assurent qu'ils reboisent. Une entreprise qui se dit très concernée par la question d'écologie, mais sur son site l'engagement se résume à « un geste fort pour la réduction des déchets » en distribuant des autocollants « stop pub » à poser sur sa boîte aux lettres. Ça change tout. Une entreprise que les salariés de Vertou ou d'ailleurs en France considèrent comme « à fuir » : « salaires minables » et dépassements d'horaires, gros turn over de salariés fatigués et écoeürés, démissions, licenciements, qui font dire à ceux qui arrivent « Tu n'es que le suivant sur la liste »*.

La villa déchets est donc un projet bien construit. Mais surtout comme un objet de com'.

À quelques kilomètres de là, dans les zones agricoles de Notre-Dame-des-Landes, quelques poignées d'auto constructeurs anonymes font la même chose, sans le moindre tapage médiatique. Par économie, par conviction, ils et elles récupèrent des matériaux, bâtissent des cabanes sans plan marketing, des maisons de fortune sans pipolisation, juste pour occuper le terrain contre le projet d'aéroport. ■

*témoignages sur le site www.notetonentreprise.com



Méfiez vous des piranhas bios

irrégulomadaire satirique N° 71, décembre 2010

Vieuxkileaks

LES VIEUX L'ONT DANS L'HOS

Hosto, hospice, même traitement expéditif. Les anciens? Une donnée à qui il faut appliquer une logique comptable, à flux tendu. Exemples criants à Saint-Nazaire et à Ancenis.



Vieilles méthodes

L'écureuil n'épargne pas les anciens

Les anciens l'ont dans l'hospice. Des années après que Nantes ait fait fortune sur la traite des Noirs, Saint-Nazaire se lance dans la maltraite des vieux.

ÉLOIGNEZ les petits enfants, le temps de raconter le quotidien de papi et mamie en maison de retraite : « Pas vidé, pas désinfecté, l'urinoir traînait sur la table roulante à côté de la carafe d'eau, là où on sert le goûter ». D'autres scènes ragoûtantes ? « Mon oncle a appelé à 15h pour qu'on vienne le changer. Le clignotant dans le couloir n'a eu aucune réponse. Il a fallu attendre 18h qu'un agent de restauration le change pour le dîner. Il aura baigné trois heures

dans ses excréments... ». Une vieille dame de 98 ans a les mains malhabiles, mais jamais d'aide pour couper sa viande. Cet été, elle a du mal à manger son melon. Elle n'a pas fini. Tant pis, on lui retire son assiette. Une autre fois, toujours faute d'assistance, elle doit manger son petit suisse avec ses doigts. « Un week-end, impossible de trouver du personnel pour mettre un résident dans un fauteuil. On a répondu qu'ici, il fallait se débrouiller seul. À la SPA,

on s'occupe mieux des animaux » soupire Jacqueline Briand. « Ma mère n'est pas indigente, elle paie 1 600 euros par mois, mais elle est privée de tout, ignorée, délaissée. Et quand on dit quelque chose, c'est nous qui avons tort... » ajoute un autre parent de résident des maisons de retraite Avalix et Étoile du Matin à Saint-Nazaire, gérées par la fondation Caisse d'Épargne pour la solidarité.

► suite page 2

L'écureuil n'épargne pas les vieux

► suite de la page 1

Parfois, les petits déjeuners ne sont pas servis avant 10 h du matin, voire 11 h. Le café? Froid. Le dernier repas a été servi – souvent froid – à 18h30 la veille, laissant les résidents plus de quinze heures sans manger. «Impossible, répond le directeur, les horaires sont affichés». Ça change tout.

Merci l'écureuil

Entre deux portes, des membres du personnel lâchent qu'ils ne placeraient pas leurs propres grands parents ici. À la maison Étoile du Matin, trois douches seulement pour 86 résidents, souvent dépendants, sur trois niveaux. Le week-end, une infirmière, deux aide-soignantes, pas plus. Difficile de monter un syndicat des cheveux blancs luttant pour le respect, les soins minimum, les égards dus à leur grand âge. «Nos parents craignent des représailles, s'ils se plaignent. Pourtant un peu d'attention, des soins, ce n'est pas du luxe», disent des familles.

Du fait du turn-over du personnel, la formation ne suit pas, les personnes âgées pensionnaires «laissées sans transmission, et non prises en compte dans leurs besoins spécifiques de repères, de stabilité, d'humanité», écrivent les familles, en janvier 2009. La fondation Caisse d'Épargne répond en parlant de «dysfonctionnements» puis affirme que les enquêtes interne et externe ont «conclu en écartant toute maltraitance». S'affirmant vigilant, le Département situe le problème: les plannings du personnel, et annonce l'embauche de deux nouvelles aides soignantes.

Merci patron

En avril dernier, les familles écrivent à François Pérol, énarque devenu un des patrons les plus puissants de France avec la fusion Caisse d'Épargne-Banques populaires, président du conseil d'administration de la Fondation à l'écureuil charitable qui gère les deux maisons nazairiennes: «Accepteriez-vous que l'on ne vous lave pas quotidiennement? Que l'on ne prenne pas le temps d'apporter un soin tout particulier à votre appareil dentaire? Qu'étant en situation de dépendance, on ne vous lève pas tous les jours? Que vous sonniez pour aller aux toilettes, et que sans réponse pendant plus de quinze minutes, ce soit le visiteur qui vous y emmène? Que, par suite d'une prescription médicale, les soins ne soient pas effectués journellement? Qu'un pansement ne soit pas vérifié pendant 14 jours? Ce qui veut dire que pendant tout ce temps, vous n'aurez pas bénéficié de douche et de bain. Que vos vêtements ne soient pas changés tous les jours sous prétexte que vous ne les salissez pas? Qu'on vous laisse, en début d'hiver, sans chauffage dans votre chambre? Parce que le radiateur est défectueux et que personne ne l'aura remarqué sauf votre famille».



Merci tout le monde

Directeur des deux résidences, Ludovic Le Merrer a répondu à sa place, déplorant trois démissions «sans motif particulier», parlant de l'évolution positive du «ratio d'encadrement soignant autorisé et budgété», avec le ton rassurant: «Une démarche d'évaluation et de contrôle de la qualité de la prestation a été formalisée depuis mars et fera dans les prochains mois l'objet d'un affichage régulier», sans oublier la «montée en charge» de «la formalisation de projet de vie individualisés». Ça serait bien s'il pouvait brancher directement son ratio sur le radiateur, et les projets de vie sur le monte-charge. Ces gens-là sont formidables. On

leur dit détresse, humiliations, maltraitance et ils répondent «indicateurs de qualité», avec un jargon piqué dans un cours d'introduction au management du troisième âge.

Il y aurait comme un petit problème de dignité. Rien de très grave, juste un déficit d'humanité.

L'agence régionale de santé a mené en juin dernier une inspection de trois jours. Diagnostic accablant: «Le respect de la personne n'est pas effectif dans la vie quotidienne»; «En cas d'incident grave, il n'existe pas de protocole de prévention des actes de maltraitance connus des professionnels»; «Le week-end, les résidents ne sont ni levés ni la-

vés», certains sont «oubliés pour le petit déjeuner», ou «ont pu rester un mois sans douche»; le rapport souligne aussi l'«aide aux repas bâclée, de manière récurrente»...

Tout fier d'un «taux de satisfaction de 78%» (en fait une enquête avec seulement 25% de réponses!) le directeur a reçu Lulu: «Il n'y a pas de maltraitance. Compte tenu de nos moyens, la prise en charge est bonne. Ce sont les bâtiments qui ne sont pas bons, pas conformes aux commodités d'usage. Oui, le chauffage peut avoir des pannes. Mais là, il est réparé. Les effectifs? Ils respectent la réglementation. Pas plus de turn-over qu'ailleurs. Les plaintes? Deux familles seulement... en grande souffrance...»

Le nez sur les cahiers de transmission et sur l'état des stocks, pansements ou changes, il affirme que toutes les accusations sont fausses. Et que les premières pierres de la reconstruction des deux maisons sont programmées. En 2011 et 2012. Les objections des familles? Banal «besoin de communication». Un «comité de pilotage de la qualité» et un bulletin d'info trimestriel doivent suffire à éteindre l'incendie. Il annonce aussi fièrement qu'il utilise Mobicall, une «démarche» destinée à «faire converger les convictions intimes de chacun vers une vision commune de la bienveillance au sein d'un établissement» et à «inscrire cette thématique dans le projet d'établissement».

Leur quotidien est minable, leur présent maltraité. À ces presque centaines, on parle de projet. La méthode hésite entre post moderne et post mortem. ■

Eric Akochim

Altercationnisme

Faut qu'ça saigne!

Soufflets n'est pas jouer. La droite nazairienne se met des calottes et finit au tribunal.

BASSE ou pas basse? À l'UMP de Saint-Nazaire, on hésite entre entente virile, et la version femme battue. C'était en février lors d'une réunion interne à la droite locale. Jean-Louis Garnier, tête d'affiche UMP aux dernières municipales altercationne Maud Durandet-Cascino, sa colistière, même étiquette. Selon elle, ce serait «bouscule» le terme exact. Elle porte plainte, dit être victime d'une calotte sur la tête et d'une forte pression à l'épaule. Fin de l'été, Garnier écope d'un «avertissement solennel pour manquement aux règles déontologiques de l'UMP» décerné par François Pinte, le secrétaire départemental. Le 26 novembre, c'est au tribunal de police que ça se passe. «Jamais donné de gifles, dit Garnier à l'audience. J'ai fait deux soufflets en l'air avec mes mains sans la toucher. Elle s'est levée au même moment. J'ai senti ses cheveux. C'est tout». Vous imaginez. Garnier, qui a plutôt un gabarit de Sancho Pança, se la joue Don Quichote bataillant contre les moulins. Quant à Gaston Chartron, le chevaleresque militant qui s'est interposé et qui dit avoir été «agrippé au visage au point de me faire saigner», la version de Jean-Louis est tout autre: «Chartron s'est jeté sur moi, il est tombé et s'est ouvert la lèvre». Moralité: Mieux vaut ne pas tomber. Sur Jean-Louis. ■

* Ouest-France, 27 novembre 2010. Jugement le 28 janvier.

Mise à sac

L'hosto à flux tendu

Faut pas traîner à clamser, y'a un hôpital à faire tourner.

UN HÔPITAL À FAIRE TOURNER



filis lui portait, rabaisés au rang de déchets par un genre de tri sélectif. Trois sacs poubelle. Le nettoyage opérationnel n'a pas le temps d'attendre un rituel funéraire. «Ce qui semble correspondre à un protocole hygiéniste se lit comme une dépersonnalisation. Il dit un mépris non seulement de la personne ou de ses proches, mais d'une certaine idée de la vie ensemble, pou ne pas dire de la civilisation. Avoir agi ainsi avec les derniers objets l'ayant entourée est insultant», écrit son fils

au directeur de l'hosto. Directeur qui réplique: «Vous persistez à mettre en avant la symbolique négative des sacs poubelles» dont il admet pourtant la présence «inappropriée», en ajoutant sur un ton culpabilisant: «Nous recherchons d'autres formes de contenants destinés à recueillir des effets personnels du défunt lorsque la famille n'est pas en mesure de le proposer».

La même obsession de faire vite place nette anime les médecins. Le plein régime ne supporte pas

d'inertie. L'un a engueulé le fils de ne pas avoir inscrit sa mère en maison de retraite (ce qu'il a pourtant fait), ponctué d'un «J'ai un service à faire tourner, moi!», l'autre lui demande: «Qu'allons nous faire de ce corps si maigre?» comme si sa mère était déjà une chose, un paquet encombrant et menace de l'envoyer «de l'autre côté d'Angers», loin de ses proches, comme une punition. Les demandes d'explications ne donnent pas grand chose. Pierre Paisant entendra: «Je suis attaché au service public sans doute plus que personne», ou «Je ne vous laisserai pas dire qu'on est dans un goulag» ou pire: «Vous allez continuer à souffrir encore un moment, et ça ne sera pas à cause de nous». Meurtri, tenace, il lui faudra attendre pour obtenir, neuf mois plus tard, des excuses des deux médecins, lors d'un «entretien de conciliation» dans un bureau de l'Ordre des médecins. Ce qui reste de l'ordre du pansement. Qui ne colle pas. ■

Emma Cabet

* L'Écho d'Ancenis, le 14 janvier 2010

Va fouloir dégager!

Squat tenace et centre culturel fouloir, Le Fouloir est condamné à la disparition.

DÉFRAÏCHIE après une dizaine d'années d'abandon, l'ancienne maison bourgeoise au bord des marais à toujours belle allure, et une piscine à sec, où ont eu lieu des concerts mémorables. Squat autogéré depuis août 2006, logement et scène musicale alternative (avec une association de 3000 adhérents!), studio de répétition, atelier mécanique, le Fouloir héberge une dizaine de personnes dans la plus grande maison, moitié moins dans la maison voisine. En 2007*, l'association «Une famille un toit» lance un projet qui vise à acheter la maison et à la louer ensuite aux futurs ex-squatters, en respectant leur fonctionnement autogéré. Une initiative sans précédent. Les habitants y croient, participant même au congrès national d'«Une famille un toit». Le compromis de vente est signé il y a trois ans. Financements, conventions: le dossier avance lentement, puis plus rien, l'association ne répond plus depuis mars aux demandes des habitants. En fait c'est la mairie de Saint-Herblain qui a fait capoter le projet: «Le montage avec Une famille un toit nécessitait un financement Nantes Métropole. On a donné un avis défavorable, lâche à Lulu Mickael Bonraisin, directeur de cabinet du maire de Saint-Herblain. Ce que confirme Yves Aubry, d'«Une famille un toit»: «Le montage de l'opération, du fait du montant d'achat et des travaux à réaliser, nécessitait un subventionnement de type HLM classique». La commune refusant son accord, «le bouclage financier n'est pas assuré et le prêt principal bancaire ne peut pas non plus être obtenu».

Pire: en septembre, une décision de justice a cassé ce compromis de vente, sans que les habitants

ne soient prévenus de l'audience. Expulsion immédiate. Un report a été négocié avec l'huissier jusqu'à mi-janvier. La trêve des confiseurs, oui, la trêve hivernale, hors de question. L'huissier avoue vouloir éviter que des Roms s'installent. La ville est un terrain bien difficile à tenir. Il faut savoir habilement jouer les précaires contre les plus précaires. L'urbanisation gagne, les lotissements en cours de construction doivent trouver un environnement sous contrôle. Comble de l'absurde, la mairie projette de racheter le terrain pour y détruire les bâtiments et reconstruire des logements pour «personnes en difficulté». «Donc pour des gens comme nous...», rétorque un des habitants au dir' cab' du maire socialiste, auprès de qui les squatteurs sont venus chercher un appui pour passer l'hiver. Réponse: c'est non, et catégorique. Le porte-parole du maire a des promoteurs à la porte, une ville à faire tourner, mais pas que: «Leur présence est incompatible avec la ZAC, au même endroit, de 900 logements dont un quart de logement social. On a été très tolérants envers ces squatteurs tant qu'ils se tenaient tranquilles. Mais il y a de la drogue, des chiens qui se baladent, des concerts illégaux, anti-police, anti-État, ils sont fichés par les RG, c'est loin d'être un paradis. L'aventure se termine». Plus crispé qu'un élu de droite bon teint. La mauvaise réputation, en voilà une bonne raison. Le père-la-morale aurait bien joué au père Fouettard, mais pas la peine de se salir les mains, la punition arrive toute seule. L'huissier s'en charge. Le socialisme rayonnant à l'herblinoise garde son quant à squat. ■

*«De squat j'me mêle», Lulu n°58, décembre 2007



Forban public

Alerte, pirates!

Le foutu jolly roger fait flotter ses tibias et sa tête décharnée sur Trentemoult. Les bandits au long cours se dénichent avec poésie à tous les coins de rue. Fallait un fin limier pour dévoiler cette imprégnation de l'esprit forban dans les ruelles du village de marins. Il s'appelle Jean-Claude Caron, il est photographe, et son bouquin «Le trésor de Trentemoult» est en accès libre aux éditions virtuelles des Sargasses: <http://www.jccaron.com/le-tresor-de-trentemoult.html> ■

Fernand, reviens!

Le sous-quartier anarcho

Sous prétexte de donner du sens aux nouveaux noms de sous-quartiers, les techno-urbanistes zélés de la Samoa qui préside au destin de l'île de Nantes ont inventé le quartier «Alstom-Pelloutier». On est à côté de la halle Alstom et de la Maison des syndicats où trône la gueule de Pelloutier, ses bésoles et ses bacchantes. Que fout Alstom avec Pelloutier? L'un est un des symboles du capitalisme

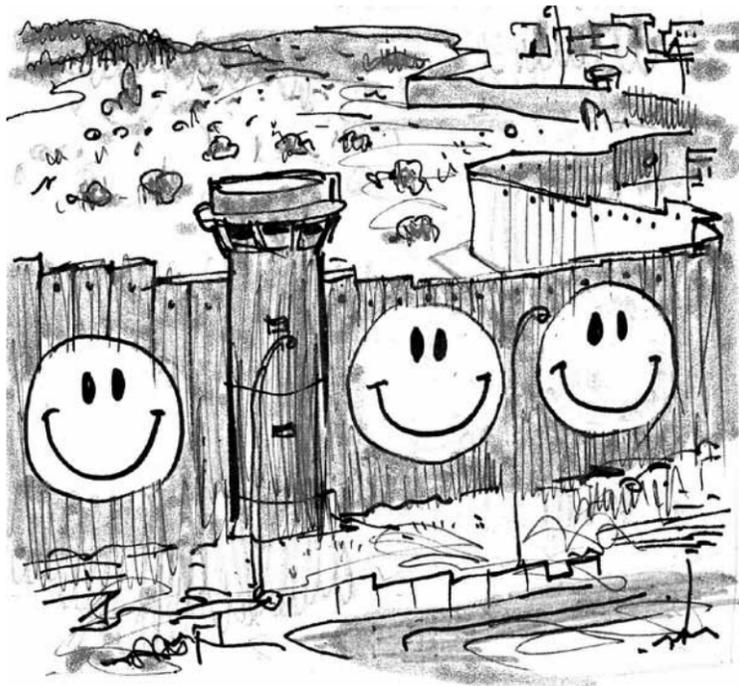
trionphant, fusion d'une boîte alsacienne fabricant des locomotives et d'une société franco-américaine d'électro mécanique. L'autre, le Nazairien Fernand, est le créateur des bourses du travail, acharné militant anarcho-syndicaliste. Par cet enfumage en plein quartier bobo, les urbanistes tentent d'abolir la lutte des classes. Surtout ne rien dire aux prolos du bâtiment qui construisent cette utopie. ■

La stratégie du chandelier

Films israéliens au festival des Trois continents. Boycott ou pas, la question ne se pose pas. Lulu l'a quand même posée.

La dernière édition du festival des Trois continents a présenté quatorze films d'étudiants du collège Sapir à Sderot, en Israël. En apposant sur le catalogue du festival le logo du chandelier à sept branches de l'ambassade d'Israël en France. Seul soutien d'État figurant dans les documents publics du festival, qui assure n'avoir touché aucun sheqel. Pas un sou. Chaleureusement remerciée à la cérémonie d'ouverture, l'ambassade d'Israël a financé les déplacements de la délégation (en VF langue de bois : logistique ressortissants). Les productions engagées de cette école représentent un cheval de Troie rêvé pour donner une bonne image d'Israël à l'étranger. « Sderot, c'est la ville la plus proche de Gaza, dont elle est séparée par le mur. Les liens entre populations sont interrompus. La localisation de l'école a un lien direct avec les propos des films réalisés. Simone Bitton* intervient dans cette école », dit Jérôme Baron, programmeur du festival qui est allé dans l'école donner une master class et s'est rendu plusieurs années au festival des films du Sud monté par l'école.

Cette présence de films israéliens acceptables, avec soutien officiel de l'État hébreu, n'a pas fait débat interne au sein du F3C. Ni débat avec les spectateurs, pendant le festival. L'attaché culturel de l'ambassade qui était présent cette semaine de projections y était pourtant préparé. Certains membres de l'association ont juste boycotté ces films, sans rien dire. « Il est évident que les films choisis ne sont pas dans la ligne officielle de la propagande pro-israélienne, ajoute Sandrine Butteau, la directrice du F3C. Les services culturels de l'ambassade, qui ont souvent une autre vision que leur diplomatie, ont envie de mettre ce genre de films en avant. C'est intéressant de montrer qu'Israël, qui est une démocratie, n'a pas que des citoyens anti Palestiniens, sur une ligne dure. Ce cinéma montre une autre vision du conflit. Et qu'une vie est possible avec les Palestiniens. Pourquoi être plus dur avec Israël qu'avec d'autres pays, comme la Chine, ou l'Iran ? » La démocratie israélienne enfante quand même des colonisations, de l'apartheid institutionnalisé, de l'oppression et de la répression militaire, le tout célébré à coups de bombes sur les civils. Welcome in Gaza. « Avoir Israël et son ambassade comme partenaires alors que la colonisation, les violations quotidiennes des lois internationales, notamment le siège illégal de Gaza, et des droits humains se développent est en contradiction avec les valeurs de ce festival que nous apprécions », écrit la section nantaise de l'Association française Palestine solidarité. De plus, les discriminations vis à vis des Palestiniens d'Israël s'accroissent. Ce partenariat avec l'ambassade d'Israël nous choque. Nous sommes certains que



L'ambassade de Serbie n'aurait pas été acceptée comme partenaire pendant la guerre en Bosnie et le siège de Sarajevo ! (...) Convient-il de protéger le cinéma et la culture de la politique ? Justement, le partenariat de l'ambassade montre bien que sa présence est politique ! »

Il faut souligner que tout le monde du cinéma ne pense pas comme le F3C. En 2006, un appel** au boycott culturel a été lancé par 123 artistes palestiniens, notamment du cinéma, soutenu par 355 signatures internationales, du cinéma et des autres arts. À Londres, l'appel au boycott culturel a pourtant été appuyé par des membres de la société civile israélienne, écrivains, réalisateurs, groupes des droits de l'homme, syndicalistes, féministes et organisations étudiantes. À la mi-octobre, le réalisateur britannique Mike Leigh a annulé un cycle de conférence à Jérusalem dans une autre école de cinéma. Côté PAC-

BI, Palestinian campaign for the academic and cultural boycott of Israel, on se méfie des déclinaisons soft de la campagne d'image de l'État hébreu, « Brand Israel », lancée en 2005. Le responsable des affaires culturelles au ministère des affaires étrangères, Arye Mekel, a d'ailleurs expliqué la stratégie d'envoyer à l'étranger des vitrines culturelles : « Comme ça vous montrerez le plus joli visage d'Israël, qu'on ne voit pas dans un contexte purement de guerre*** ». Une entreprise de blanchiment d'image : pas de quoi en faire tout un cinéma. ■

Elie Baba

* Cinéaste franco-israélo-marocaine, Simone Bitton est notamment l'auteur du film *Rachel*, retraçant l'histoire de Rachel Corrie, militante américaine de 23 ans écrasée par un bulldozer de l'armée israélienne pour s'être opposée en bouclier humain, pour les habitants de Gaza.

** www.pacbi.org/

*** *New York Times*, le 18 mars 2009

Palestinien

Librairie au pied du mur

Pendant le festival des Trois continents, la librairie Voyageurs du Monde est allée hors les murs de sa boutique. Sa sélection de livres a reconstruit le mur de séparation. Une bonne dizaine de bouquins d'auteurs israéliens ou évoquant Israël. Sur la Palestine, rien. Un genre d'apartheid libraire, comme si les Palestiniens n'existaient pas. « J'ai fait ça naïvement », dit la gérante, Ma-

rie-Aude Duval. Si j'avais mis des livres palestiniens, j'aurais eu l'effet inverse... Je ne suis ni pro ni anti. Je n'ai pas eu envie de me mouiller ni de mettre en avant qui que soit... Il n'y a rien de politique. Les problèmes de frontières sont compliqués ». Passer cinq millions de Palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et d'Israël à la trappe est plus simple. Une trappe parrainée par l'ONG Complications sans frontières. ■

Indenaolédizendjentlemène Chablablablaba

Pour l'ouverture du festival des trois continents, Georges Poull, le directeur régional des affaires culturelles a fait fort, truffant son discours d'une citation de Claude Lelouch, grand penseur du cinéma comme on sait, et grand inspirateur des cinématographies du sud comme il se doit. Dans les prochaines éditions, grâce à cet héritage, on attend de grandes rétrospectives du cinéma chabadabada kazhak. Ou alors, si on a un problème de traduction, une sélection de films louches. ■

Docu docu n'hésitation

Trop bien encadrée, la formation au documentaire dispensée par la fac. On ferme. À quand un documentaire sur les contradictions de l'université ?

Pas rentable, à la casse, disparition, on n'en parle plus. L'université moderne est sans pitié. Dans l'indifférence générale, la licence professionnelle du département Information-communication de la fac de lettres a été supprimée à la rentrée dernière, à la demande pressante de l'université. Trop d'encadrement pour un effectif trop réduit. Le clap de fin a enterré cette formation de documentariste en un an.

Créée à la rentrée 2006 avec des intervenants professionnels de top niveau, la formation n'aura connu que quatre promos d'une quinzaine d'étudiants à chaque millésime. En 2009, l'année avant la fin des haricots, le recteur a signé en grandes pompes une convention de partenariat. L'absurde administratif dans toute sa splendeur. Les bons points relevés par les évaluations, « interactions constantes et développées avec le monde professionnel ; fort taux de réussite », n'auront servi à rien. Aux oubliettes, les jolies réussites, cadres, monteurs et documentaristes sortant de cette année pour poursuivre dans des écoles de cinéma convoitées, comme la prestigieuse Femis et l'Insas à Bruxelles. La dernière promo a vu ses films sélectionnés par le festival très coté d'Arceuil et celui du Mans. « Un de ces diplômés a aussi été assistant de Depardon sur son dernier film *Profils Paysans*, ajoute Patrice Allain, un des profs encadrant cette formation. On recevait des étudiants de la France entière avec des gens venus des beaux-arts, du journalisme, de socio, et du BTS audio-visuel de Montaigu ». Née avec le renouveau du docu-

mentaire, la formation avait de quoi former au web docu, si on ne l'avait pas passée à la trappe. Particulièrement sous encadré, malgré d'excellents résultats d'insertion professionnelle, le département d'Infocom a demandé des moyens et des postes supplémentaires. Pour toute réponse, l'université a contraint l'équipe des trois permanents à faire elle-même le ménage en supprimant la formation la plus coûteuse ou la moins rentable, que l'université avait précédemment encouragé à lancer. L'argument du nombre d'étudiants ne tient pas : l'IUT de Carquefou propose une licence pro « matériaux composites » pour huit étudiants cette année, et personne ne la remet en cause. « On nous a reproché d'avoir un taux d'encadrement trop important pour le nombre d'étudiants. On faisait pourtant de l'excellence et de la professionnalisation, ce que vise justement l'université, mais on nous a opposé une logique purement comptable », dit Patrice Allain. « Le documentaire offre sans doute une approche trop critique du réel. Il n'est pas là pour valoriser. L'université préfère une formation générale à la communication institutionnelle ou d'entreprise, plus docile et ajustée à la demande, au service des institutions. C'est ce qui va s'installer sur l'Île de Nantes avec Sciencescom », note Marc Grangiens, enseignant au sein de la défunte formation.

La gestion, la soumission à l'économie ont gagné la partie. L'université ne cultive plus la raison : place au culte de ratio. De quoi en perdre son latin. ■

Jean-Luc Godaille

* Lire page 6, « Rencontre du 3^e type »

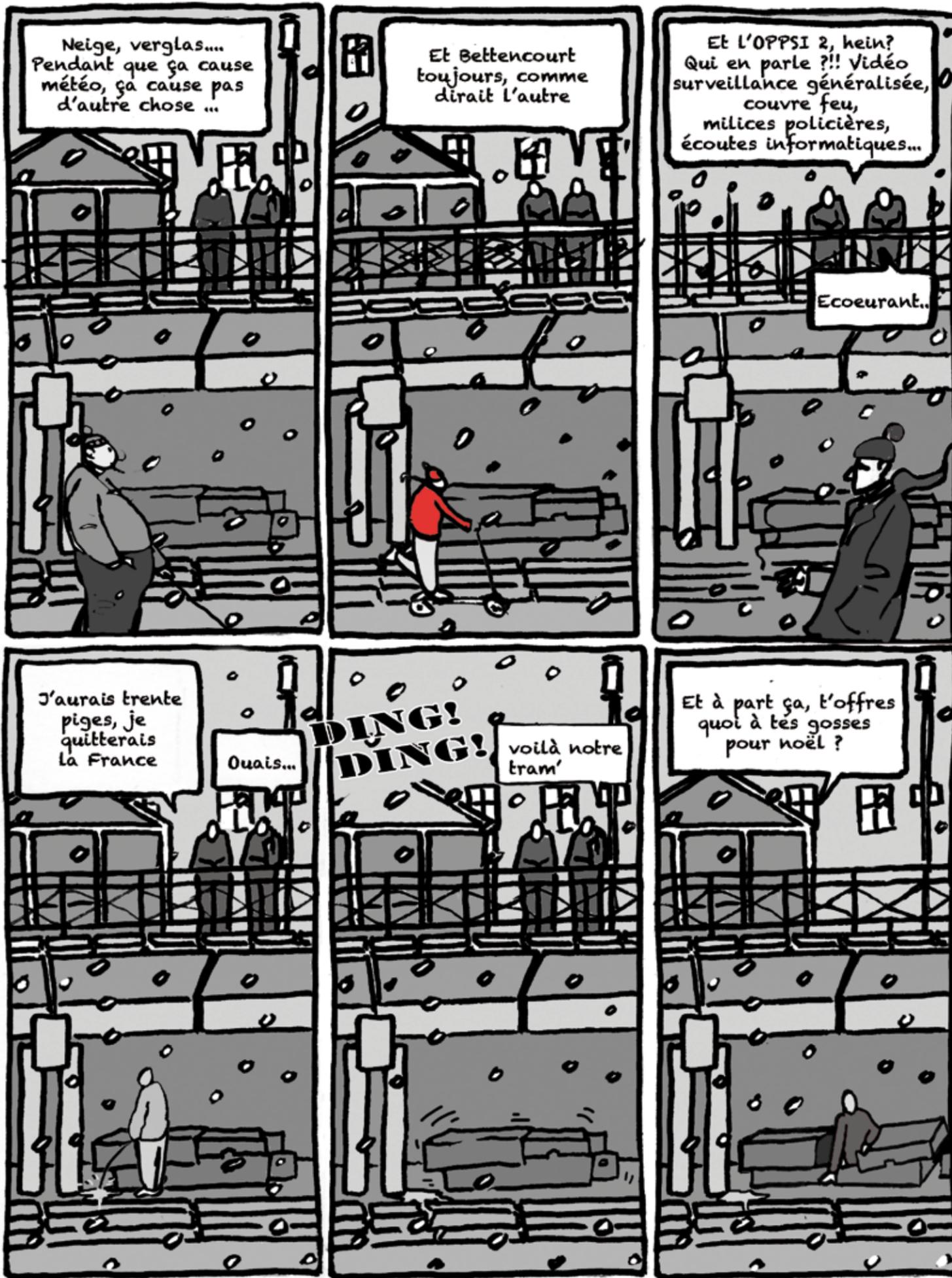
Documentaire : l'avenir



Gécassine première dame le pion

L'échec de godasses, à Sautron, c'est ter-mi-né!

CHACQUE année, la très sélecte commune de Sautron accueillait l'Open Rhode d'échecs ainsi que son festival de jeux. Une manifestation créée il y dix ans par une équipe de passionnés avec l'aide du marchand de godasses, Rohde. L'opération avait le soutien de la précédente municipalité qui a eu le tort de s'opposer aux élections municipales à la mairesse actuelle Marie-Cécile Gécassine. Le 11^e tournoi Rodhe n'aura pas lieu. L'édile a décidé d'arrêter les frais. Gécassine, au passage grande amie de «*la femme à poêle*» Annick Le Ridant, crépière en chef du droit des femmes, a montré une forte détermination à mettre ce dixième tournoi sur la voie de l'échec. Une exposition d'art le remplace. Les prémices 2010 ont révélé un sens inné du kitch pavillonnaire bien plus que de l'avant-garde-barrière. À l'évidence, la riche Sautron aurait pu accueillir ces deux animations, surtout que les finances publiques n'étaient mobilisées que pour 12,5% du budget du tournoi d'échec. L'équipe de l'Open Rhode a fait ses adieux aux Sautronnais en distribuant dans les boîtes à lettres du village un tract explicatif. Ainsi Gécassine, avec l'autoritarisme bête et méchant qu'on lui connaît, va ré-équilibrer les tendances intellectuelles de la commune et probablement limiter les influences négatives communales qui pourraient, sans vigilance, tourner bolcheviques. «*Gécassine fait tout de traviole*», dit un de ses anciens aficionados, et c'est pas fini, ainsi, «*la mairesse et son équipe — qui ne passent pas pour des intellos et encore moins des esthètes — ont fait construire sur le parc paysagé de la mairie une halle en bois, sorte de grand hangar, ouvert à tous les vents, qui ne sert que quatre heures par semaine pour le marché. Au passage, le jardin a été foutu en l'air*». Foutre en l'air. C'est pas un peu osé, ce sport aérien? ■



C. Touche

Nantes-la-Grise

Nantes ma reine de guerre

On avait déjà un bateau gris rouille, voilà un bateau gris ouille ouille ouille.

NANTES s'habille en gris, et enrichit sa culture va-t-en-guerre. On a déjà le Maillé-Brézé qui rouille et pompe du fric pour se déroiller. On se demande ce que fiche cette baille militaire le long du quai de la Fosse. La nouvelle lubie militariste de la ville de Nantes aura été de se déclarer «ville marraine» d'un bateau de guerre: la frégate de défense aérienne Chevalier-Paul, en service début 2011. Le conseil municipal a approuvé la chose à l'unanimité, droite, gauche, en avant, maaaaaarche! Et voilà les Nantais promus parrains sans le vou-

loir d'un des fleurons de la marine nationale, doté de l'armement dernier cri (celui de l'ennemi qui meurt), par exemple des missiles Aster. Si jamais des mouches terroristes veulent attaquer notre belle tour Bretagne — qu'elles z'y viennent, qu'elles z'y viennent —, elles trouveront à qui parler*. Non mais alors! ■

* 32 missiles surface-air Aster 30, 16 missiles Aster 15, 8 missiles antinavire Exocet MM40 Block3, des torpilles MU90, deux tourelles de 76 mm et deux canons de 20 mm. Non mais alors!



Télé Nantes 7, la fusion-perfusion

Un petit écran local deux-en-un, pour une télé condamnée à la « rentabilité négative » et à des programmes bien orientés.

APRÈS le dépôt de bilan de Nantes 7 en novembre 2009, Éric Warin s'est trouvé propulsé président de la chaîne renaissante en société anonyme simplifiée. Sans quitter l'école de fils à papa Sciencescom. Puis il est nommé directeur du CCO après l'éviction de son prédécesseur, le tonitruant Caillaud-Joos. En toute indépendance, le président de Nantes 7 a justement présenté la chaîne dans les murs du CCO dont il est le salarié, le même CCO étant actionnaire de Nantes 7 qu'il préside. Un truc à se perdre entre qui dépend de qui. Pour la chaîne, un plan de rigueur est lancé, dénonçant l'inconséquence de la formule précédente : le canal partagé, 18 heures d'émission par jour pour Nantes 7 la commerciale, six heures pour Télé Nantes, l'« associative » entièrement subventionnée. C'était « la télé locale la plus chère de France ». Budgets cumulés : 4,5 millions d'euros ; effectif : 57 salariés. Trop, beaucoup trop. On fera donc du deux-en-un avec 32 salariés. Selon Warin, un audit interne réalisé en mars dernier a révélé que le management était bancal avec une « équipe sous staffée ». Normal, l'essentiel des cadres a été viré, certains coupables d'avoir trop appuyé l'autre reprenneur que Télé Nantes. Autre diagnostic : « fragilité endémique de la gouvernance et de l'organisation juridique ». Traduction : c'est l'bordel, y'a trop de chefs, deux directions générales, c'est une de trop. Depuis on a trouvé une cheffe unique, Elisabeth Clément qui a conduit la reprise au tribunal de commerce.

Publi reportage co-édité

Et puis deux marques, c'est pas vendable : la pub n'est pas rentrée. Près de 300 000 euros de déficit sur les prévisions 2010 qui tablait sur 650 000 de rentrées pub*. La solution : une seule chaîne, audience élargie à la Vendée par la TNT depuis mai dernier, régie commune pour un groupe national de télé locales. Mais attention, « les revenus de pub ont été surestimés ». Sort du chapeau l'idée d'émissions vendues à des investisseurs publics ou privés, « institutions, chambres de commerce, SEM, banques, entreprises », intéressés de près au contenu des programmes à parrainer. L'antenne est cédée à ces « co-éditeurs » de programmes. Dans le jargon, on dit « contrats de parrainage pluriannuel avec le secteur économique ». Durée : un à trois ans. La porte est ouverte au publi reportage et ses thématiques embusquées, commanditées, orientées.

« Devoir d'intervention »

Les collectivités ont déjà investi près de neuf millions d'euros dans l'aventure depuis 2005. Rien que pour 2010, les deux chaînes ont reçu 2,2 millions de subventions. « Ça devrait baisser, expli-



que Éric Warin à Lulu. On vise un modèle doté d'une assise d'aides publiques de 1,8 million d'euros et des recettes de pub et de partenariat d'1,2 million ». Question perfusions publiques, la formule c'est « le devoir d'intervention des collectivités locales » d'autant que « le rendement d'un média par unité d'audience est partout en baisse » et « le secteur a besoin d'aide pour parvenir à maturité »**.

Un récente étude sur toute l'Europe*** confirme que « les télévisions locales ont des rentabilités marginales, voire négatives, et nécessitent pour la plupart des subventions pour perdurer ». Comme ça rapporte par assez lourd par tête de pipe, c'est aux têtes de pipe de faire le complément, subventionnant via l'impôt la société anonyme qui va gérer la télé deux-en-un. Pour étayer une si belle idée, on va chercher un penseur indépendant, Patrick Ardois, patron de Double Mixte, la boîte de com qui gère les budgets des collectivités qui financent justement ces télé, lui même administrateur de Télé Nantes. La citation stratégique ? « Nantes doit reconquérir l'autonomie perdue sur le plan des médias comme elle a su le faire au niveau culturel et universitaire. Une grande ville sans grand média incarnant son iden-

tité est infirme sur le plan essentiel de la représentation ». C'est beau comme du Gracq. L'idée ? cette télé est là pour servir : « Les médias incarnent l'idée du territoire et contribuent à sa cohérence ». Bien sûr, faudra une « compression des budgets d'exploitation ». Pour ce faire, le lien avec l'école privée Sciencescom et ses gentils stagiaires zélés sera bienvenu. Éric Warin, pur hasard, est justement directeur général adjoint, chargé des enseignements média dans cette école où la scolarité coûte de 5400 à 7250 euros par an et par tête. Tant qu'à faire, le rôle formateur de la télé sera double bénéf puisque le projet permettra « de proposer des ressources supplémentaires à la télévision et aux médias locaux grâce à la formation et la recherche ». Faut bien faire marcher ses antennes. ■

Jean-Pierre Pernossou

* Com&Médias, 7 septembre 2010

** Audition devant le conseil de développement de Nantes métropole, février 2009

*** « Les conditions de réussite de la télévision locale en France sur la base d'une comparaison internationale », étude du cabinet Analysys Mason pour le CSA et la Direction générale des médias et des industries culturelles, octobre 2010

Sciencecomiquetroupier

Rencontre du 3^e type

Bien placée dans la recomposition Télé Nantes-Nantes 7, école privée, mais pas privée de moyens ni de soutiens, Sciencescom s'autoproclame « organisme de formation du 3^e type qui a pris la forme inédite "d'école-entreprise", synthèse entre l'exigence universitaire et les rythmes de l'entreprise. » Dans le dossier de candidature soumis par la télé deux-en-un au CSA pour obtenir une fréquence, Sciencescom est citée vingt fois, avec l'idée de faire chambre commune. Sciencescom a la position dominante : c'est l'école qui accueillera la chaîne. L'idée :

« Adapter le programme initial du bâtiment de l'école Sciencescom sur l'île de Nantes, pour en augmenter la surface constructible, portée à 5600 m² SHON et envisager d'y accueillir la future chaîne de télévision et d'autres acteurs de l'image ou des médias locaux ». Ce qui formera un « médiacampus », « carrefour de formation, d'échanges et d'influence » promu par les collectivités. Dans ce beau programme soutenu par Nantes métropole, les formations publiques de l'université sont à peine conviées, juste pour tenir la porte. Ou la prendre dans la poire. ■

Presse-O, vache à lait et gruyère

En coulant, Nantes 7 aura fait un trou de 6,2 millions à Presse-O. De la vache à lait au gruyère.

Dans la communication, on pratique les vases communicants. Même quand les vases sont vides. Quand Nantes 7 s'est retrouvé en dépôt de bilan, tous les comptes n'ont pas été miraculeusement apurés avec le rachat. Télé Nantes a bien acquis le nom pour 1 euro symbolique. Avec les tables et chaises, quelques caméras et autres babioles figurant à l'inventaire de la chaîne et sa régie, il y en a pour 75000 euros. Une bagatelle. Dans les liquidations, hormis la reprise avec seulement une partie des salariés, il y a toujours d'autres laissés pour compte, moins visibles. Les entreprises qui ont suivi le reprenneur n'ont pas laissé trop de plumes, leurs contrats étant reconduits : sociétés de nettoyage, de téléphone, de tickets resto, de location de préfabriqués, de transfo électrique ou de voitures... « On louait onze véhicules. Avec les factures impayées à partir de la ces-

sation de paiement, on perd environ 7000 euros », dit-on chez Diff Atlantic. Chez Algéco, moindre mal : « La structure qui a repris Nantes 7 a aussi repris les contrats de location de constructions modulaires. On n'a rien perdu ». Mais il y a quelques créances meuh meuh. « La banque de Nantes 7 aura été Presse-Océan. Très nettement ! », confie M^e Philippe Delaere, le mandataire judiciaire de ce dossier. L'état du passif vient d'être arrêté en octobre. Sur les 7,4 millions d'euros* dans le rouge, la trésorerie de Presse-Océan a laissé 6,18 millions. Tour de passe-passe opéré par le groupe Ouest-France. Désormais tous les courriers adressés à la chaîne doivent commencer par « très cher ». ■

* Autres dindons de la farce de ce passif, plus modestes certes : le fond de garantie des salaires (159000 euros), la Caisse d'Épargne (193000 euros), la Sacem (21000 euros) ...

Tradi beurre

La fraternité lapidaire

L'extrême-droite du ciel jette des pierres. Tous aux abris.

L'ÉVÊQUE de Nantes accueille ceux qui se tiennent à genoux, à l'extrême-droite de Dieu. On a pu lire dans les blogs de bénitier nantais : « Monseigneur James, évêque de Nantes, vient de nommer les abbés Jouachim et Roseau vicaires de la paroisse Saint-Clément pour leur apostolat auprès des fidèles tradis. Situation canonique claire et nouvelle pour des prêtres de la FSSP. Leur mission est reconnue pleinement par l'évêque et même encouragée. Deo Gratias ». Une version complètement en latin de cet article vous sera proposée à la sacristie. Sur le site de la fraternité Saint-Pierre de Nantes, entre une orgie de photos de messes et une débauche d'images de curetons en soutane à petits boutons, l'article sur l'euthanasie est aussitôt suivi d'un encart « formation » au presbytère, en trois versions, lycéens, étudiants, adultes. Les vieux n'y ont pas droit. C'est vrai ne devient pas euthanasiaque qui veut.

Il y a de bien jolies photos de vacances dans des camps de jeunesse, en costumes paramilitaires. Comme ces joyeux drilles en uniforme, les genoux soigneusement cagneux, au garde à vous en gants blancs, bras droit tendu, légèrement levé. Ça ne vous rappelle rien ? Extrêmement droite dans sa tête, cette fraternité qui s'agenouille dans l'église Saint-Clément, pourrait bien être renommée Conspiration Saint-Pierre. Discrètement, la dénonciation est apparue dans Ouest-France* qu'on a connu plus cléricale. « L'édifice, haut de 104 m, laissait apparaître d'inquiétants signes de dégradation (fissures, chutes de pierre) ». C'est dit. La Fraternité Saint-Pierre jette des pierres pas saines sur tous les passants, bonnes ouailles, bouffeurs de curés, ne se prononce pas, sans distinction. Que fait la police des lapidations ? ■

* le 24 novembre 2010



Crica crac Vinci soit-il

Le groupe Vinci, choisi comme constructeur et concessionnaire du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes va devoir s'équiper en matériel de cambrioleur légal. Dans la nuit du 5 décembre, de l'agglomération nantaise à Brest, huit filiales ont été cadenassées et banderolées par des militants du mouvement Breizhistance. Enfin une relance du marché de la pince coupante. ■

Le mandat duritable et équidistant

Emmanuel Gachet vit et travaille à Paris, tout en étant élu à Nantes et à Nantes Métropole. De quoi palper deux indemnités plein pot. C'est dans les pleins pots qu'on fait les vieilles soupes durables.

LE circuit court, c'est une chimère pour écolonaïfs. Le top du must, c'est la gouvernance distancée. Passons sur les petits joueurs, ces trois adjoints nantais qui n'habitent pas Nantes, vivant à Saint-Herblain, Orvault, ou Rezé... Louant un vulgaire garage pour se trouver une adresse. Il n'est pas question de décourager le marché de location de garages même vulgaires. Emmanuel Gachet fait plus fort. Sans doute inspiré par son maire qui, selon des sources bien informées, a lui aussi un boulot fixe à Paris, du côté d'un hémicycle en vue. Ce qui fait de notre JMA – maire de Nantes, président de Nantes Métropole, député et au passage président du groupe PS à l'Assemblée – le second plus gros cumulard français*. Cocoricó! Emmanuel Gachet a inversé l'emploi du temps, ne passant qu'un jour à Nantes, le reste à Paname, pour son boulot d'ingénieur.

Titulaire d'un doctorat de génétique microbienne, il est arrivé à Nantes en 1998, où il a travaillé au labo d'empreintes génétiques du CHU, après avoir détecté les OGM pour la société nantaise Eurofins. Avant de critiquer les OGM, autant en connaître un rayon, voire être payé pour ça. Puis il a adhéré chez les Verts, fort motivé: «L'approche novatrice des Verts sur la réduction du temps de travail a été un élément déterminant dans mon adhésion à ce parti», claironne-t-il**. Il est vrai que, chercheur à Paris, conseiller municipal + communautaire, en 35 heures hebdo chrono, il faut une approche novatrice des horaires de train. Il dit avoir lancé la première Amap nantaise, mais il doit éplucher ses poireaux au



passage à Angers, les cuire au Mans, et faire la vinaigrette à Montparnasse. Tout un art du timing.

«J'ai mené en 2000 au sein de mon entreprise la négociation des 35 heures», insiste-t-il. En juillet 2007, l'ingénieur est élu conseiller municipal, obtient la délégation à la commande publique durable et au commerce équitable: «Ma délégation est à la jonction du Développement durable et de l'Économie Sociale et Solidaire», écrit-il**, lyrique, avec des majuscules partout.

«J'ai un jour de RTT tous les quinze jours, et cinq jours par mois de délégation, que je ne prends pas toujours. Je ne veux pas faire de la figuration dans le cadre professionnel. Ni en tant qu'élu. C'est toujours une tension. Je fais un focus sur les points essentiels», explique-t-il à Lulu. Dans le meilleur des cas, l'élu sévit donc sur Nantes un jour par semaine. Assumant l'authentique exploit de faire prospérer quatre jours par mois la commande équitablement durable et publiquement com-

mercante à Nantes, dans l'agglomération. Sans oublier les délégations dans différents établissements et écoles, les réunions de quartier, les représentations dans les commissions et comités... À Nantes, il est commissionnaire au développement urbain, aux finances, au personnel et aux affaires générales, et siège à la commission d'appel d'offres. Et, depuis peu, président du groupe vert à la mairie, Pascale Chiron, candidate aux cantonales, lui ayant laissé la place. À Nantes Métropole, Gachet est aux affaires générales aussi, tout en siégeant, toujours sur le papier, à la commission permanente «Proximité et territoires». On ne rit pas. Un peu débordé par ses contingences logistiques, le Nantais de passage ne néglige pas les quelque 22776 euros annuels d'indemnités, en plus de son salaire de chercheur, assez éloigné du RSA et du SMIC. Un nouveau genre d'élu est né: le gachetonneur. ■

* Lire Lulu n°66, «Ayrault, la main au cumul»

**<http://blog.elusvertsdenantes.org>

Accusé d'émission

Poussé Verts la sortie

Pas tout rose, le turbin chez les Verts

PIERRE Surun était collaborateur des élus Verts de Nantes et de la CUN. Six ans durant, il a été la plume des conseillers municipaux et communautaires écolos. Seulement il a un gros défaut: lorsqu'il n'est pas content, il rigole en coin. C'est un sale gosse. Courant 2008, il y a eu cette regrettable pantalonade de François de Rugy employant sa compagnie, par ailleurs conseillère régionale*. Cette préférence familiale était connue du sérail, mais qui ne dit mot. Jusqu'à ce que ça fuite et que Presse-Océan publie l'info. À la même époque, des malpolis tentent de polluer le blog de FDR par des messages plus ou moins amènes. Ça provoque quelques aigreurs, cultivées un an durant. On cherche un coupable. Suspect tout trouvé, Pierre est convoqué sans crier gare par ses chefs verdoyants, en

recommandé avec accusé de réception. Normal quand on pense tenir un accusé d'émission. Aucune explication possible, le doute profite à l'employeur. Pascale Chiron, Jean-François Talio et Gilbert Galliot, tous trois responsables à divers degrés de son activité, conseillent «amicalement» à Pierre de réaliser un bilan professionnel, au Pôle emploi... Après «les écrits que tu as commis», la «confiance est susceptible d'être rompue». On est susceptible, quand on suspecte. Les dirigeants Verts se montrent rompus à l'exercice. Les fuites auraient été envoyées depuis son ordinateur perso, ses chefs lui affirment en avoir la preuve. «C'est comme quelqu'un qui est pris au radar et qui nie», lui balance son chef. Sauf que Pierre n'a pas d'ordinateur perso. Être choppé par un radar quand on

n'a pas de voiture, c'est dur à entendre. L'explication probable? Un simple piratage de son adresse mail dont le mot de passe est connu de tous depuis que Pierre a été directeur de la campagne législative, justement de Pascale Chiron. Mais surtout, fin 2009, la tirade électorale est prometteuse: succès aux européennes, régionales en ligne de mire. La politique c'est du sérieux! Alors, silence dans les rangs et sus aux dissidents. La décision est sans appel: Pierre terminera son contrat placardisé et effectuera son travail sans enthousiasme tout au long de l'année 2010. Désormais, Pierre est chômeur. Quant la rumeur se la joue développement durable. ■

El Pire Ecolo Sporgersi

* «Mon cumul sur la commode», Lulu n°68, avril 2010

L'élection pour les annulés

L'invalidé de génie

L'élu aurait du démissionner six mois avant. Il est viré neuf mois après

Il ne suffit pas d'être élu. Il faut le rester. Le poste durable, voilà ce qu'a raté Patrick Naizain, élu Europe Écologie aux dernières régionales*. Invalidé neuf mois après pour avoir eu l'idée de génie de négliger un vieux principe légal: on ne peut être élu d'une instance dont on est salarié. Disposant avant le scrutin d'un poste particulièrement influent de chargé de mission dans ce même conseil régional, Sieur Naizain aurait donc du démissionner de ce boulot six mois avant le vote. Ce qu'il n'a pas fait. Son côté «Monsieur Je-sais-tout» le faisait pérorer qu'il ne craignait rien, qu'il connaissait super bien son affaire. Patatras! La décision du Conseil d'État tombe le 3 décembre. Compte-tenu de ses attributions, Patrick Naizain est considéré «comme exerçant des fonctions équivalentes à celles d'un chef de bureau du conseil régional». Donc inéligible à la date du scrutin. La morale et de la justice allait

donc triompher. Raté aussi. L'invalidé est remplacé par le suivant sur la liste: Fabrice Roussel, ancien collaborateur du groupe PS à la région, devenu en 2008 maire de La Chapelle-sur-Erdre, et dans la foulée vice-président de Nantes Métropole. Comme ça lui laisse plein de temps libre, il est donc désormais également conseiller régional.

Chef de file du groupe écolo qui perd ainsi un siège, Jean-Philippe Magnen le concède sur son blog: avec cette «*mésaventure*», le groupe est «*châtié*» pour excès de «*naïveté, que certains pourraient d'ailleurs taxer de légèreté*». Il bat sa coulpe, promet de faire «*l'effort de sécuriser les conditions techniques de notre offre électorale*». Il pourrait réembaucher Naizain sur un poste d'expert en sécurisation technique d'offre. ■

Johnny Validé

* Voir Lulu n° 69, août 2010

Chanson de geste

Écolo? On s'en fiche

Fais pas ci, fais pas ça. Au collège, le potache doit impérativement devenir écollégien. 20 fiches lui indiquent la voie étroite de la vertu.

LE Département pense à tout. Les services de la Loire-Inférieure ont publié un paquet de conseils en fiches réunies en un «*Mémo gestes solidaires*». Avec ça, la vie du collégien doit être un enfer. Déjà qu'il doit apprendre la gestion de leur propre stress et de leur performance, comme le plus banal des cadres slalomant entre l'envie de suicide et son contrat d'objectifs personnalisés, le collégien est très sollicité. Il va falloir qu'il soit «*ambassadeur du papier*» dans la classe, rédacteur d'une «*charte du respect*», initiateur d'une «*éco shop*» pour dealer à la rentrée les fournitures scolaires écolo, participant à l'opération «*Moi aussi j'agis*» en allant nettoyer une plage le jour national du bénévolat. L'ado est sommé d'être globalocal, partisan de sorties nature dans son propre département mais aussi consommateur de séjours de tourisme solidaire «*afin de mieux connaître les cultures étrangères*». Pas le temps de traîner, le collégien à gestes solidaires doit gesticuler solidement, crapahuter lointain en faisant «*un trek*» pendant les autres vacances, acheter scrupuleusement des «*souvenirs issus de l'artisanat local plutôt qu'en plastique*», en restant hyper vigilant: «*S'il y a un "made in" sur le souvenir, vérifie que le pays inscrit correspond bien à celui dans lequel tu te trouves*». Eh oui, faut bien connaître la culture étrangère pour bien demander où on se trouve dans la bonne langue. Comment on dit *made in* n'importe où, en chinois? Mais pour les boums, attention, «*verres en plastique réutilisables*» sinon rien. Les souvenirs non, mais les verres oui; et pour les cadeaux de Noël, dilemme: plastique ou pas? La fiche ne le dit pas, mais

commerce équitable, ah oui, oui. Harcelé par les fiches implacables, le potache doit aussi inciter ses parents à faire leurs courses sur internet, donner un coup de main à un vieux pour charger son chariot au supermarché, ne pas faire trop de bruit, ne pas gêner les autres, donner les jeux de sociétés inutilisés à un centre de loisirs... Pas le temps de bucher la prochaine interro écrite, il a d'autres fiches à potasser. «*Deviens "le gardien de l'eau" à la maison, et traque le moindre gaspillage d'eau dans la famille!*» Comme quoi, le meilleur flic écolo sera domestique ou ne sera pas, et autant le former très tôt. C'est tendance: chacun est responsable du désastre écologique de la société et doit se remettre en question, petit soldat du nouvel ordre domestique. La culpabilité individualisée pousse à accepter le cadre des petites coercitions bien pensantes. «*Les éco-citoyens les plus zélés se sentent parfois investis d'une mission éducatrice*», note le numéro 4 de Z, la revue itinérante de critique sociale après s'être attardée à Nantes. «*Discipliner les autres reste le meilleur moyen de maintenir l'illusion de sa liberté*». Ce qui n'empêche pas «*des formes de micro fascisme, de surveillance et de flicage mutuels*». Mais pas le temps de gamberger, le potache départemental doit être aussi gentil organisateur charitable de collectes de fringues «*pour les enfants défavorisés*», commutateur vivant en éteignant la lumière en sortant de toutes les pièces qu'il traverse, afficheur de consignes communales au dessus des poubelles, sinon la honte. Avec un tel emploi du temps, il ne risque pas d'avoir le temps de faire de manifs. Mais il paraît qu'elles sont de plus en plus en plastique. ■

T'es de la poliste?

Le tireur et son double: ça ferait un bon titre de roman. L'histoire : un flic anti manif porte exactement le même nom qu'un client nantais de fringues fétiches des néo nazis.

Il y a des années où on n'a pas de chance. Se faire mettre en examen pour un tir de flashball qui a fait perdre un œil à un jeune manifestant, passe encore. Un aléa policier, ça s'appelle. Et puis c'est pas si grave, puisque rappelons-le, Mathieu Légglise est présumé innocent. Et même innocent les mains pleines de précision. Malgré sa cagoule, ce fonctionnaire de police a su viser à travers une grille et tirer sur un groupe de manifestants devant le rectorat de Nantes en novembre 2007. Et dans le groupe, il a su faire mouche sur un lycéen de 16 ans, en pleine tête. Le flic a dû refaire tous ses gestes lors d'une reconstitution sur place. Autant dire que question recherche de la vérité, il n'est pas regardant. Le juge d'instruction l'a mis en examen pour « violence volontaire avec arme par personne dépositaire de l'autorité publique ». C'est pas chic. Mais le parquet, digne représentant des intérêts de la société, a voulu lui sauver la mise en demandant le non-lieu. Non-lieu? Un peu étrange pour les profanes, cette notion juridique consiste à décréter que ce qui s'est passé n'a pas eu lieu. En l'occurrence l'attaque à main armée d'un jeune mineur, manifestant sans commettre le moindre délit, a bien eu lieu, mais ça ne mériterait pas un procès. Fin mai, le parquet a motivé sa demande en avançant que le flic engagoué pendant le service avait agi avec modération et en état de « légitime défense », réagissant à des « pluies de projectiles » qui auraient été balancées sur la police, mais que personne n'a vues, ni les films réalisés sur place par des manifestants et des journalistes, ni ceux de la police, dont les caméras étaient malencontreusement en panne au moment fatidique. Finalement, il sera jugé. Quant elle n'est pas policière, cette pratique flashballistique vaut beaucoup plus d'ennuis. Pour des faits comparables, un jeune homme qui a tiré une balle en plastique dans l'œil d'une conductrice de bus à Saint-Nazaire en janvier 2008, mis en examen pour « tentative d'homicide avec arme » est toujours en prison préventive depuis. Le policier tireur de Nantes est toujours en liberté et a toujours son port d'arme.

Germaniaqueries

Mais Mathieu Légglise n'a pas de chance: policier du maintien de l'ordre, il pourrait malencontreusement être confondu avec Mathieu Légglise, simple client de la marque allemande de vêtements Thor Steinar, très appréciée des néo-nazis. Thor Steinar? On pourrait traduire par marteau de Thor, qui est le dieu du tonnerre dans la mythologie germanique (rien à voir avec le marteau et la faucille de Thorez). Une liste de clients français de cette marque de fringues a été piratée sur



le site de la firme, craquée par des hacktivistes et divulguée sur le Net en décembre 2009. On y trouve une flopée de bidasses de la Légion, du 2^e REP basé à Calvi en Corse. En Loire-Inférieure figure un certain Louis-Armand de Béjary, ancien leader local du Front national et nationalement du Front national de la jeunesse. Interrogé à l'époque, le dirigeant frontiste admet avoir acheté des vêtements ainsi griffés, mais refuse bien sûr tout lien avec l'extrême droite*.

En Allemagne, Thor Steinar n'a pas partout la côte, au point que le chef de la police de Berlin, Dieter Glietsch, a très mal pris qu'un de ces hommes en civil s'habille en Thor Steinar lors du maintien de l'ordre d'une manif en 2008: « La marque est particulièrement appréciée parmi les néo-Nazis, un fait qui ne peut pas avoir échappé à un officier de police de Berlin »**. En 2008, Thor Steinar a défrayé la chronique en Allemagne, les connotations néo-nazies alertant notamment le maire de Magdebourg qui a fait fermer un magasin. En 2004, la marque a été inquiétée pour les « similarités de son logo avec les symboles revêtus par les officiers SS »***. Logo finalement changé pour un signe moins significatif. Pour ne pas tomber sous la coup de la loi, la marque procède par allusions, parfaitement intelligibles pour son public, comme le modèle

de jeans « Rudolf », où les clients reconnaissent Rudolf Hess, l'ancien dauphin d'Hitler, un martyr par les néo-Nazis. Le port de ces fringues très connotées est d'ailleurs interdit au Bundestag, et dans pas mal de stades de foot allemands.

Retour au flashballiste de choc. Contacté plusieurs fois par Lulu via son avocate, Mathieu Légglise — l'un, ou l'autre — a préféré garder le silence. C'est son droit. Le voilà présumé innocent silencieux. En revanche, Mathieu Légglise — le fonctionnaire présumé de police — a laissé pas mal de traces sur le Net, sur le site Copains d'avant, sur Facebook. Ses années de formation à l'école de police, ses goûts perso. Ce n'est pas un Thor, ni un tort: Mathieu Légglise est fan de musique dure, viking métal nordique surfant sur la mythologie scandinave, comme Amon Amarth dont le premier morceau connu célèbre Thor, l'inévitable dieu tonnerre. Et c'est pas de chance si les Nazis adulaient ce genre de dieux vikings, socle d'une culture dite aryenne pure laine. Mais de là en conclure que, alors là non, vraiment, ça n'a rien à voir. D'ailleurs, à propos, circulez! ■

Franck Serpillo

* Presse-Océan, 6 janvier 2010

** The Local, Germany's news in english, 15 novembre 2008

*** Der Spiegel on line international, 20 novembre 2008

Branle et branleurs

De Gaulle manque d'assise

Le général branle dans le manche. Il a beau se la jouer en restant de bronze face aux intempéries, il a un problème, à la base. À peine installée depuis six mois au bout du Cours des 50-Otages, la statue nantaise de De Gaulle serait prête à vaciller. Nantes métropole déplore l'action irresponsable de « petits fêtards »* et autres « vandales » qui secouent le Général, l'escaladent sans vergogne ni crampons, et pour finir font bouger ses racines. La sta-

tue est montée souple, sur silent blocks, paraît-il bien plus pour résister aux tempêtes qu'aux vents mauvais de l'Histoire. La Ville a demandé à la sculptrice de revoir l'ancrage du grand Charles, qu'il a fallu entourer de ganivelles. C'est le général de Ganivelle ou quoi? Tout ça prouve que les fêtards font plus de tort que les historiens. Et que l'histoire ne tient pas debout. ■

* Presse-Océan, le 16 novembre 2010

Maque dos

La semaine de 87 heures

Imaginez la vie sans Pôle Emploi : l'ennui total. On se trouverait privé de ces petits bonheur instantanés qui font que l'horizon est moins bas. Par exemple, comment vivre privé du plaisir d'une annonce numérotée 563325A qui propose un joli job d'équipier chez McDo à Saint-Géréon, Loire-Inférieure, « débutant accepté », salaire horaire de 8,86 euros, avec cet

alléchant programme : « Vous travaillez en restauration rapide et serez formé(e) sur le poste. Travail 87 heures hebdo en semaine et 52 heures le week-end (avec des coupures). Embauche immédiate ». Ce qui fait un potentiel coquet, soit 1842 euros le week end, et 3083 euros en semaine, rien qu'à fourguer des hamburgers. Bon plan.

Téléralité

Quart d'heure émotion

Pour Noël, les enfants hospitalisés en oncologie pédiatrique au CHU de Nantes ont été choyés par l'agence Nant'events agency qui leur a concocté l'exhibition de deux célébrités : Émilie de « Secret Story 3 » et Benjamin, candidat à « Qui veut épouser mon fils ? »*. Ça change la vie. Ce casting de héros de la télé voyeuriste manque d'ambition : pour Noël prochain, on a réservé de vieilles stars du porno qui ont survécu à leur cancer.

* Presse-Océan, 22 décembre 2010.

Ultra fuck

Le Nippon de la rivière Kouak

MUSIQUE maestro, mais est-ce trop? Le Lieu unique a présenté le 13 novembre un, une... Qui, que, quoi, à vrai dire on ne sait pas, mais c'est « la tête pensante (ah bon?) de Bimbo Tower », ou plus exactement

l'« extravaganza de l'underground nippon sur la play-list », mais aussi « le weirdo-disquaire ultra-fucké, le mondo shop du rare, du traviole et du cocasse depuis 1996 ».

Michel Sardou n'a qu'à bien se tenir.

Architectrous

Prestige du vestige

Il faut militariser les ruines. Relancer l'emploi. Miradoriser l'architecture délaissée.

Au fond de son parc rue Massenet, l'ancienne école d'architecture tombe en botte. Laisse vide sans mirador ni chiens de garde pendant deux ans, l'école a été visitée, taggée et livrée aux courants d'air après avoir été pillée de son mobilier, mais ce n'était que du vieux matériel informatique. Le reste, matériaux divers, a été arraché. Dans un premier temps, pour arrêter le massacre, une alarme est mise en place, relayée en direct sur une société de vigiles ou sur la police qui venaient sur place en cas de déclenchement. Mais les visteurs du soir ou du matin avaient bien le temps de décamper avant l'arrivée des protecteurs des chefs d'œuvres en péril à girophare. Deuxième étape : des vigiles

campent sur le site 24h/24. Mais tout vigilants professionnels qu'ils sont, la police privée fait ce qu'elle peut pour surveiller des bâtiments assez vastes, perdus dans un très grand parc boisé qui n'est pas clos. Mais attention, il y a les suspects, et les badauds de proximité. Pas confondre. Les promeneurs du coin font valoir un droit de passage qui date du paléolithique pour aller de la rue Massenet vers le Cens. Mais il faut s'expliquer avec le vigile qui n'était pas né au crétacé ni au paléolithique inférieur. Dans le quartier, ça jase pas mal sur le prix de ce gardiennage de ruines. Ce doit être avant d'inscrire la ruine moderne au patrimoine de l'humanité. ■

Franck Loderat

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro: Jules de chez Smith, Alan Greenspanne, Nicolas de la Casinière, Tony Bintje, Gwen, Victor, Sophie Nasri, Ric & Rac. Mise en page: Pascale Hibrage. Directeur de publication: Nicolas de la Casinière.

N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lettre à Leuleu.

Tirée à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG, 13 rue Lavoisier, 44980 Sainte-Luce-sur-Loire.

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.com

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

email :

chèque à l'ordre de
La Lettre à Leuleu
11 rue des Olivettes
44000 Nantes